

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **22 novembre à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 15 novembre 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, M. FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, MM. ROCH, BEAUJOIN, TRIOLET, Mme MUNSTER (jusqu'à 19h20), MM. EL GHALLOUSSI, MIRGODIN, ERRE.

Absents excusés : Mme COLLIN, MM. TINDILLIÈRE, GREENHALGH, TESTA, Mmes COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, MM. HMISSI, MAUPOIX, Mme CHEMINI, M. DUCHÊNE.

Absent : Mme GOLLÈS.

12 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. GREENHALGH donne pouvoir à Mme BAUMEL ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme PARIS ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à Mme SERRE ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 19h20) ;
- ✓ M. DUCHÊNE donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Monsieur Thierry MOUTON.

- N°85 -

FINANCES

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER TRANSFERT DE CHARGES ET TRANSFERTS FINANCIERS DOTATIONS DE COMPENSATION POUR 2024 – APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE TRANSFERT

Rapporteur : Monsieur Daniel FONTAINE

La loi en date du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, a précisé le mécanisme de transfert de la fiscalité professionnelle aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale faisant application du régime de la taxe professionnelle unique, ainsi que des transferts financiers liés aux transferts de charges à l'échelon intercommunal.

Cette loi a aussi rendu obligatoire la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.). Son objet consiste à apprécier les conséquences financières des transferts de compétences liées à la mise en œuvre de la fiscalité professionnelle unique, à l'extension ou à la fusion de communautés, et aux transferts de compétence.

Plusieurs textes ont, depuis lors, complété et précisé ce dispositif.

La Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER, par délibération en date du 08 septembre 2020, a mis en place la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées.

La C.L.E.C.T. a adopté le 08 octobre 2024 le rapport établissant les dotations de compensation pour l'année 2024.

Vous trouverez ci-joint, en application de ces règles, le tableau des dotations de compensation pour l'année 2024.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu la loi n°99-586 en date du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux responsabilités et libertés locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général des Impôts, et notamment son article 1609,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 12 décembre 2023, composant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées,

Vu le rapport de cette Commission en date du 08 octobre 2024,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le montant des dotations de compensation communautaires pour 2024 tel que présenté dans le tableau ci-joint et fixé dans le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées en date du 08 octobre 2024 ;

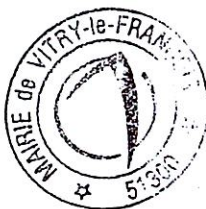
2°/ dire que la dépense correspondante est inscrite à notre budget 2024.

La délibération est adoptée

par : **28 avis favorables,**

3 abstentions : Mme MUNSTER (pouvoir), MM. EL GHALLOUSSI, MIRGODIN.

Le secrétaire de séance,
Thierry MOUTON



POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,
Jean-Pierre BOUQUET

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 2 DEC. 2024
et de la publication le - 3 DEC. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

[illegible]

L'an deux mille vingt-quatre le 08 octobre à 17 H 00, les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de la Communauté de Communes VITRY-CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle de Conseil de l'Hôtel de Ville à VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Daniel FONTAINE, Président par délégation de cette Commission.

Etaient présent-e-s : M. Michel CAPPÉ, M. Michel LONCLAS, M. Jean-Pierre FORMET, M. Jean-Louis NEMBRINI, M. Jacques FORTIN, M. Philippe DHYEVRE, M. Jean-Claude DULIEUX, M. Bruno DEWAELE, M. Claude COTTON, M. Olivier DELCOMBEL, M. Didier MATHIEU, M. Christian VALDEVIT, M. David COLLOT, Mme Muriel ARMANETTI, M. André CASTAGNA, M. René MAUTRAIT, M. Jean-Michel LAVEFVÉ, M. Romain DESANLIS, M. Christian MOULIN, Mme Michelle GEOFFROY, M. Didier NOBLET, M. Daniel GAUMONT, Mme Marylène SIMONNET, M. Philippe COQUIN, M. Philippe ROYER, M. Éric CHAVEROU, M. Francis PASSINHAS, M. Daniel FONTAINE.

Excusé : M. Olivier MALOU.

Absents : M. Loïc NICOLEAUD, M. Philippe WEBER, M. Claude THIEBAULT, M. Jean-Marc GERARD, M. Joël LOISELET, M. David BONETTI.

Assistait également : Mme Annick FELICETTI.

Services : Mmes Catherine PELLIS, Valérie BOEUF, Isabelle IVA, M. Thierry KASZTELAN.

Rapporteur : Monsieur Daniel FONTAINE

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der, après en avoir délibéré ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, Vu la loi n°99-586 en date du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux responsabilités et libertés locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts, et notamment son article 1609 nonies C,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 juin 2019 approuvant les statuts de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 12 décembre 2023, composant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées,

Vu l'évolution des calculs de l'évaluation des charges transférées sur les points suivants :

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 26 septembre 2024, adoptant le Pacte Financier et Fiscal,



RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (C.L.E.C.T.)

ÉVALUATION DU MONTANT PRÉVISIONNEL DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2024

Mardi 08 octobre 2024

Préambule

M. le Président rappelle :

- d'une part, que le principe de calcul proposé repart donc du tableau des attributions des charges transférées de base et dérogatoires de 2023 en l'actualisant ;
- d'autre part, que ce même calcul proposé prend en considération l'adoption du pacte financier et fiscal réalisée par le Conseil communautaire lors de sa séance du 26 septembre 2024, spécifiquement les conséquences qui en découlent sur le niveau des attributions de compensation.

Les modifications portent donc uniquement sur les charges dérogatoires et les ajustements nécessaires au versement du fonds d'aide aux communes :

➤ Contribution au déploiement de la fibre optique :

Dans ce cadre, nous avions décidé, lors de la CLFCT du 17/09/2019 (délibération du Conseil communautaire du 10/12/2019), d'une participation des communes à hauteur de 50,00 € par prise installée sur leur territoire, échelonnée sur 5 années, soit 10,00 € par an et par prise. Cette contribution a donc été intégrée aux transferts de charges pour les 5 années, s'élevant de 2019 à 2023.

Les transferts de charges de chaque commune sont donc revus en 2024, pour tenir de la fin de cette contribution.

✂ Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

➤ Compétence scolaire :

a) Marolles :

En cours d'année 2023, la Commune de Marolles avait souhaité développer le pôle d'activités déployé au sein de la structure périscolaire de La Récré du Village, les principaux objectifs étant d'accueillir davantage d'enfants sur les différents temps et d'ouvrir l'accueil collectif de mineurs une semaine supplémentaire fin août.

Le coût jusqu'à la fin 2023 avait été estimé à 38.730,00 €.

Les recettes supplémentaires avaient été quant à elles estimées à 21.803,00 €.

Le transfert d'une somme de 16.927,00 € avait donc été acté en 2023, et il avait été convenu que le point serait fait pour une année pleine de fonctionnement.

Ainsi, le coût (dépendances – recettes) en année pleine est établi à 28.500,00 €.

Le coût supplémentaire pour une année pleine s'élevant à 11.573,00 €, le montant à transférer (dépendances-recettes) est établi à 28.500,00 €.

✂ Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

b) Pringy :

La somme transférée en 2015 par la commune au titre de la compétence scolaire s'élevait à 79.537,91 €. Cette somme comprenait l'amortissement d'un emprunt pour 42.916,04 €.

Cet emprunt est arrivé à échéance le 27/07/2024. Pour 2024, la CCVCD a remboursé cet emprunt à hauteur de 32.187,03 €. Il convient donc de déduire une somme de 10.729,01 € (42.916,04 € - 32.187,03 €), et de fixer le montant de transfert de charges 2024 au titre de la compétence scolaire à 68.808,90 €.

Une somme supplémentaire de 32.187,03 € sera déduite à compter du transfert de charges 2025.

✂ Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

➤ Balayage des voies :

Saint-Utin

Le balayage des voies de la collectivité n'était pas assuré par l'intercommunalité jusqu'à présent.

La collectivité souhaite que deux passages par an soient réalisés.

Le coût de ce service intercommunal (transfert de charges) a été estimé à 714,90 € HT (soit 857,88 € TTC).

Il est convenu que cette charge annuelle soit intégrée dans l'attribution de compensation versée par la Commune de Saint-Utin.

✂ Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

➤ Pacte financier et fiscal (2024-2026) – Mise en place d'un reversement financier en fonctionnement au profit des communes – Modalités 2024

Le Pacte financier et fiscal, adopté par le Conseil communautaire lors de sa séance du 26 septembre 2024, institue un fonds d'accompagnement en fonctionnement vers les communes, sur la base des indicateurs de ressources reconnus pertinents par l'assemblée communautaire.

L'objectif poursuivi est de soutenir les communes qui présentent une faiblesse de recettes de fonctionnement, objective au regard de la moyenne constatée sur l'ensemble des Communes membres de l'intercommunalité.

MODALITÉS DE RÉPARTITION :

Pour la présente année 2024, deux critères cumulatifs ont ainsi été retenus :

- Critère 1 : Présenter un effort fiscal supérieur à la moyenne des efforts fiscaux des communes membres de l'intercommunalité ;
ET
- Critère 2 : Présenter un indicateur de ressources élargi¹ (IRE), complété par le solde FPIC², inférieur à la moyenne constatée sur l'ensemble des communes membres.

Les données utilisées pour le critère 1 sont : les données communiquées l'année précédente par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) dans le cadre de la notification des Dotations d'Etat (publiées par les services de la DGCL au printemps de chaque année. Données librement accessible sur : www.donations-dgcl.interieur.gouv.fr).

Les données utilisées pour le critère 2 sont :

- Pour l'indicateur de ressources élargi (IRE), les données publiées l'année précédente son versement par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) dans le cadre de la notification des Dotations d'Etat³ ;
- Pour le FPIC, les données correspondant à la répartition du solde FPIC par commune présentées par la délibération du Conseil communautaire avant la répartition du FPIC l'année précédant le versement du fonds.

FIXATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE :

Pour la présente année 2024, l'enveloppe financière retenue est de : 300.000,00 €

Cette somme est répartie entre les communes satisfaisant les critères précités compte tenu des données publiées en 2023.

La répartition de ce fonds d'accompagnement entre les différentes communes membres pour l'année 2024 est communiquée en annexe 1 du présent document.

Il est bien entendu que, chaque année, l'instance de gouvernance du pacte financier et fiscal, instituée par le PPF, détermine le montant de l'enveloppe dédiée au fonds, au regard des ressources effectivement mobilisées pour la bonne application du Pacte à savoir :

1. L'enveloppe intercommunale initialement dédiée au financement du déploiement de la fibre sur le territoire ;
2. Une quote-part (40%) des enveloppes communales dédiées au financement du déploiement de la fibre ;

¹ Cote Générale des Collectivités Territoriales, Article L.2334-4-IV, allié au 2, « L'indicateur de ressources élargi d'une commune est égal à son potentiel financier majoré des montants perçus l'année précédente au titre de la notation de solidarité urbaine et de cohésion sociale ou de la dotation de solidarité rurale et de la dotation nationale de péréquation prévues à l'article L. 2334-13 du présent code. Il est augmenté, le cas échéant, des versements versés des fonds départementaux ou métropolitains en application du II de l'article 1648 A du code général des impôts ».

² Fonds de péréquation des Ressources Intercommunales et Communales.

³ Les données utilisées pour le calcul et la répartition du fonds sont des critères de répartition des dotations publiés par les services de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) au printemps de chaque année. Ces données sont librement accessibles sur le site : <http://www.donations-dgcl.interieur.gouv.fr>

3. Le produit supplémentaire généré par l'optimisation du coefficient de Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) ;
4. Le produit d'une nouvelle taxe instituée par l'intercommunalité des premières années d'application du présent Pacte : La Taxe sur les Friches Commerciales (TFC) ;
5. Le produit de la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures (TLPE) instituée à l'échelle intercommunale déduction faite de la compensation du produit de TLPE perçu initialement par la Ville de Vitry-le-François en 2024.

Selon l'effectivité des ressources réellement perçues, l'enveloppe sera réajustée en conséquence.

Chaque année, l'instance de gouvernance du Pacte :

- ✓ Réalise le suivi de l'action en prenant connaissance des actions, initiatives, projets rendus possibles et/ou accompagnés par le fonds d'accompagnement sur l'année de versement ;
- ✓ Détermine l'enveloppe annuelle affectée au fonds ;
- ✓ Revoit les critères reconnus comme indicateurs de ressources ;
- ✓ Met à jour les données nécessaires au calcul de la répartition du fonds sur la base des chiffres communiqués par les services compétents de l'état pour l'année précédente.

Présentation des montants prévisionnels d'attributions de compensation pour 2024

Sur la base des principes exposés ci-avant, les montants provisionnels des attributions de compensation par commune sont communiqués au sein du tableau présenté en annexe 2.

M. le Président rappelle que seules les communes où le montant de leur attribution de compensation pour l'année 2024 change par rapport à 2023, doivent délibérer au sein de leur Conseil municipal.

Par la présente année, toutes les communes doivent délibérer au regard de la fin de la contribution au déploiement de la fibre optique.

Validation des montants prévisionnels d'attributions de compensation pour 2024

Le vote des conseils municipaux doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la C.L.E.C.T..

Toutefois les conseils municipaux concernés sont invités à délibérer avant le début du mois de décembre.

Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

DIT que les dotations positives doivent être reversées par la Communauté de Communes aux communes membres,

DIT que les dotations négatives doivent être reversées par les communes membres concernées à la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der,

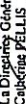
DIT que le présent rapport sera adressé à la Sous-Préfecture de Vitry-le-François au titre du contrôle de légalité pour lui conférer son caractère exécutoire,

Recapitulon au contrle de lgalit le 10/10/2024 à 12h32
Référence de l'AR : 051-200034718-20241008-RAPCLECT 2024-AR

DIT que le présent rapport devra faire l'objet d'une approbation par les Conseils municipaux des communes concernées membres de la Communauté puis par la Communauté de Communes.

La séance est levée à 17h50.

Daniel FONTAINE

8

**MONTANT DES ATTRIBUTIONS
DE COMPENSATION 2024**

| Schwartz 2004 | |
|-------------------------------|-----------------|
| doi:10.1016/j.jad.2004.06.005 | |
| Schizophrenia | |
| 1 | 101 Male, 101 F |
| 2 | 9 male, 9 F |
| 3 | 100 Male, 100 F |
| 4 | 100 Male, 100 F |
| 5 | 100 Male, 100 F |
| 6 | 100 Male, 100 F |
| 7 | 100 Male, 100 F |
| 8 | 100 Male, 100 F |
| 9 | 100 Male, 100 F |
| 10 | 100 Male, 100 F |
| 11 | 100 Male, 100 F |
| 12 | 100 Male, 100 F |
| 13 | 100 Male, 100 F |
| 14 | 100 Male, 100 F |
| 15 | 100 Male, 100 F |
| 16 | 100 Male, 100 F |
| 17 | 100 Male, 100 F |
| 18 | 100 Male, 100 F |
| 19 | 100 Male, 100 F |
| 20 | 100 Male, 100 F |
| 21 | 100 Male, 100 F |
| 22 | 100 Male, 100 F |
| 23 | 100 Male, 100 F |
| 24 | 100 Male, 100 F |
| 25 | 100 Male, 100 F |
| 26 | 100 Male, 100 F |
| 27 | 100 Male, 100 F |
| 28 | 100 Male, 100 F |
| 29 | 100 Male, 100 F |
| 30 | 100 Male, 100 F |
| 31 | 100 Male, 100 F |
| 32 | 100 Male, 100 F |
| 33 | 100 Male, 100 F |
| 34 | 100 Male, 100 F |
| 35 | 100 Male, 100 F |
| 36 | 100 Male, 100 F |
| 37 | 100 Male, 100 F |
| 38 | 100 Male, 100 F |
| 39 | 100 Male, 100 F |
| 40 | 100 Male, 100 F |
| 41 | 100 Male, 100 F |
| 42 | 100 Male, 100 F |
| 43 | 100 Male, 100 F |
| 44 | 100 Male, 100 F |
| 45 | 100 Male, 100 F |
| 46 | 100 Male, 100 F |
| 47 | 100 Male, 100 F |
| 48 | 100 Male, 100 F |
| 49 | 100 Male, 100 F |
| 50 | 100 Male, 100 F |
| 51 | 100 Male, 100 F |
| 52 | 100 Male, 100 F |
| 53 | 100 Male, 100 F |
| 54 | 100 Male, 100 F |
| 55 | 100 Male, 100 F |
| 56 | 100 Male, 100 F |
| 57 | 100 Male, 100 F |
| 58 | 100 Male, 100 F |
| 59 | 100 Male, 100 F |
| 60 | 100 Male, 100 F |
| 61 | 100 Male, 100 F |
| 62 | 100 Male, 100 F |
| 63 | 100 Male, 100 F |
| 64 | 100 Male, 100 F |
| 65 | 100 Male, 100 F |
| 66 | 100 Male, 100 F |
| 67 | 100 Male, 100 F |
| 68 | 100 Male, 100 F |
| 69 | 100 Male, 100 F |
| 70 | 100 Male, 100 F |
| 71 | 100 Male, 100 F |
| 72 | 100 Male, 100 F |
| 73 | 100 Male, 100 F |
| 74 | 100 Male, 100 F |
| 75 | 100 Male, 100 F |
| 76 | 100 Male, 100 F |
| 77 | 100 Male, 100 F |
| 78 | 100 Male, 100 F |
| 79 | 100 Male, 100 F |
| 80 | 100 Male, 100 F |
| 81 | 100 Male, 100 F |
| 82 | 100 Male, 100 F |
| 83 | 100 Male, 100 F |
| 84 | 100 Male, 100 F |
| 85 | 100 Male, 100 F |
| 86 | 100 Male, 100 F |
| 87 | 100 Male, 100 F |
| 88 | 100 Male, 100 F |
| 89 | 100 Male, 100 F |
| 90 | 100 Male, 100 F |
| 91 | 100 Male, 100 F |
| 92 | 100 Male, 100 F |
| 93 | 100 Male, 100 F |
| 94 | 100 Male, 100 F |
| 95 | 100 Male, 100 F |
| 96 | 100 Male, 100 F |
| 97 | 100 Male, 100 F |
| 98 | 100 Male, 100 F |
| 99 | 100 Male, 100 F |
| 100 | 100 Male, 100 F |

Réception au contrôle de légalité le 10/10/2024 à 12h32.
Référence de l'AR : 051-200034718-20241008-RAPCI ECT 2024 AB

08/10/2024